

Woleu-Ntem/Département du Ntem/Bitam/Approvisionnement en eau à partir des pompes publiques...

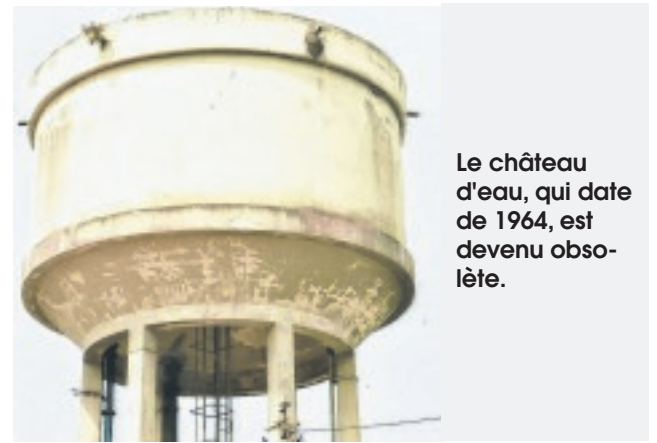
C'est la croix et la bannière !



Le quartier haoussa figure parmi les endroits privilégiés...



... où il est possible d'avoir de l'eau à Bitam, en patientant.



Le château d'eau, qui date de 1964, est devenu obsolète.

SSB  
Bitam/Gabon

L'ON a coutume de dire que l'eau c'est la vie. Mais à Bitam et ses environs, il est difficile de croire à un tel

postulat, d'autant que pour obtenir l'eau de consommation courante, il faut déployer un trésor d'énergie sur le terrain. Une situation qui dure depuis quasiment une décennie, et qui touche même le centre-ville, où la pompe publique du marché central s'est asséchée depuis

lors. En effet, sur les 23 quartiers que compte la cité, à peine 5 sont pourvus en eau, à savoir : Bitam I, Quartier haoussa, Mengomo I, Afap-Avion et Essangui. Cette situation attriste les populations, chiffrées aujourd'hui à 13 000 âmes, qui

sont alors obligées de converger vers ces cinq quartiers "privilégiés", où se forment chaque jour de longues et interminables files d'attente pour recueillir le précieux liquide dans des bidons. De l'avis de nombreux Bitamois, ce problème auquel ils

font face serait lié à un manque de volonté politique. Aussi, se tournent-ils vers le ministre de l'Eau et de l'Energie, Patrick Eyogo Edzang, lui-même natif de la contrée, afin que, dans une démarche républicaine, il prenne à bras-le-corps ce

dossier, comme ce fut le cas, il y a quelques semaines, de l'électrification de la ville. Toute chose qui devrait passer, sans nul doute, par la construction d'un nouveau château d'eau, l'ancien, datant de 1964, étant devenu inexploitable, et donc bon à devenir une pièce de musée.

... et initiative privée

Ouverture d'une boulangerie-pâtisserie

SSB  
Bitam/Gabon

UNE nouvelle boulangerie, la "boulangerie-pâtisserie Edo" vient d'ouvrir ses portes en plein centre-ville de Bitam. Une initiative d'un ressortissant mauritanien, Sinayoko Vieux, installé depuis des décennies dans le chef-lieu du Ntem, en qualité d'opérateur dans le secteur de l'alimentation générale. Contrairement à ses deux devancières qui ne se limitent qu'à la production de pains, la



Divers modèles de pain y sont produits.

nouvelle structure propose à sa clientèle, en sus

effectivement du pain, une variété de produits tels que la



A l'intérieur, le personnel s'affaire à servir la clientèle.

viennoiserie (cakes, raisins, croissants, etc.).

La pâtisserie propose également de simples gâteaux à la

crème, et des gâteaux de mariage et d'anniversaires. Tout ceci grâce au savoir-faire d'un personnel rompu à la tâche. Mais ce n'est pas tout car, dans l'enceinte de la boulangerie pâtisserie Edo, le client dispose également d'un salon de thé, cadre idéal pour les amoureux et autres hommes d'affaires pour se rencontrer. L'ouverture de cet établissement constitue un ouf de soulagement pour les populations locales, désormais soumises à de nouvelles habitudes alimentaires dignes de celles des grandes villes.

Ogooué-Maritime/Département de Ndougou/Gamba/Vie des entreprises

"Il n'est nullement question qu'Assala Gabon quitte Gamba"



Le préfet Adrien Moukabi (milieu) présidant la réunion. A sa droite, le directeur général d'Assala Gabon, Jean-Yves Le Grall.

DM  
Gamba/Gabon

Réponse du directeur général de l'entreprise, Jean-Yves Le Grall, au préfet de Ndougou, Adrien Moukabi.

A la suite de rumeurs persistantes de départ de la société Assala Gabon de Gamba, entretenues sur l'ensemble de sa circonscription administrative et au-delà, le préfet du département de Ndougou, Adrien Moukabi a convié, le 31 janvier dernier, les représentants de la communauté (ministre, élus na-

tionaux et locaux, auxiliaires de l'administration, chefs de services administratifs départementaux, notables, etc.) et la direction générale d'Assala Energy (société du groupe Carlyle, un fonds de pensions américain devenu Assala Gabon depuis le 1er novembre 2017, à la suite de la reprise officielle des actifs de Shell-Gabon), afin de faire la lumière sur cette information. Après le propos introductif du préfet, le directeur général, Jean-Yves Le Grall est d'abord revenu sur le rachat des actifs. Avant d'affirmer: « il n'est nullement question qu'Assala Gabon quitte Gamba, puisque l'entreprise s'ins-



Auxiliaires de commandement...

crit dans la continuité de Shell. Il s'agit simplement que nous avons reçu un budget d'investissement de 100 millions de dollars de la part de notre actionnaire majoritaire, et que nous voulons nous concentrer dans l'activité de forage pour maintenir, sinon augmenter la production de l'or noir. Pour être efficace dans les prochaines opérations de forage, nous souhaitons regrouper trois services à Port-Gentil. Il s'agit des départements géoscience, maintenance et celui de forage. Cette opération de délocalisation concerne seize employés qui quittent Gamba pour Port-Gentil, et la relocalisation de trente-une per-

sonnes de Libreville à Port-Gentil. Pourquoi Port-Gentil ? Parce que nous disposons déjà d'un quai fiable et des infrastructures adéquates pouvant recevoir nos employés», a expliqué le directeur général. Des explications qui en valaient vraiment la peine car, ont estimé de nombreux intervenants, il n'est pas question, un seul instant, que même un employé soit délocalisé. « Shell est restée plus de cinquante ans avec nous ici, il n'a jamais délocalisé. Il faut reconnaître que le véritable problème des populations ici, est qu'une éventuelle délocalisation leur ferait perdre les IRPP (Impôt



... et élus étaient également présents.

sur le revenu des personnes physiques) que l'entreprise reverse aux deux collectivités locales, qui sont d'importants pourvoyeurs d'emplois et qui, de facto, ferait perdre un énorme coup à tous», a dit le sénateur de Gamba, Jean Louis Guissiga. En outre, ayant tenu une réunion similaire avec les responsables du Comité de réflexion sur l'après-pétrole(Crap) à Libreville, Jean-Yves Le Grall a dit également que dans le cadre du plan de rationalisation et d'optimisation de son entreprise, il souhaite que la communauté et les différents partenaires soient plus ou moins autonomes par le déve-

loppement de l'entrepreneuriat avec, en filigrane, la création d'emplois. N'ayant pu épuiser toutes les questions inscrites à l'ordre du jour, le préfet a alors suggéré la mise en place d'un canevas de travail et d'un agenda pour la poursuite des discussions sur le sujet. Il avait, à ses cotés, le chef de cabinet de la ministre déléguée auprès du Premier ministre, Sébastien Ditengou, le maire intérimaire de la commune, Charles Dikoumba, le président du Conseil départemental de Ndougou, Antoine Makanga Makaya, et les élus nationaux.